

### **Ignorance des expériences modernes**

C'est pourquoi les récentes expériences de l'Amérique latine en ce qui touche la réalisation d'une véritable révolution sociale (au Mexique), l'édification de social-démocraties (au Chili, en Uruguay, au Venezuela), la définition des rôles au sein de l'hémisphère sur la base des vastes ressources du sol et des côtes maritimes (au Brésil) nous ont largement échappé. Il paraissait inconcevable d'emprunter à un hémisphère tourmenté par des coups d'État militaires, par la pauvreté, la révolution et l'instabilité un modèle pour l'édification d'une nation. Il aurait été également incongru pour le moins de penser qu'une autre démocratie de cet hémisphère puisse s'apparenter à la nôtre.

Notre ignorance du Chili allait finir par nous embarrasser. Depuis nombre d'années, des savants, des hommes d'affaires et des cadres gouvernementaux canadiens chargés de missions, signant des contrats ou poursuivant leurs études dans cette lointaine et montagneuse démocratie d'Amérique du Sud, nous affirmaient que le Chili, tout comme le Canada, restait fidèle à son rôle de démocratie sociale dans un hémisphère de régimes entièrement totalitaires. Une classe moyenne traditionnelle formée de professionnels, hommes et femmes, d'entrepreneurs, de professeurs du niveau collégial, de médecins, de gestionnaires, de représentants du gouvernement, et à laquelle nous pouvions nous identifier, y avait maintenu une des rares sociétés libres d'Amérique latine.

Eloigné de nous par la distance et par la langue espagnole que si peu de Canadiens connaissent, pays coupé du reste de l'Amérique du Sud par la cordillère des hautes Andes qui dessine sa frontière de 1,800 milles, le Chili a fini par poursuivre un cours tortueux vers le marxisme pour aboutir à un calamiteux régime militaire. L'affliction qu'a éprouvée le Chili en 1973 devait nous toucher malgré tout.

Les familles chiliennes qui avaient servi le gouvernement marxiste ou sympathisé avec lui furent aussitôt persécutées. Bien qu'il s'agissait clairement de gens de la classe bourgeoise la plus utile au pays, et non de serfs illettrés ou d'indigènes de la jungle, leur besoin d'un asile et leur sort ont diversement étonné ou choqué les Canadiens tant sur le plan officiel qu'au niveau du public.

### **Conflit entre groupes de pression**

Certains groupes sociaux du Canada, principalement de la gauche politique, voyant que la crise chilienne pourrait favoriser leurs propres intérêts, réclamèrent du gouvernement l'admission immédiate du

plus grand nombre possible de Chiliens sans distinction d'allégeance politique. D'autre part, des groupes de pression de la droite mettaient sombrement le Canada en garde contre l'infiltration possible d'éléments subversifs, leur rappelant que le camp Allende avait admis dans son sein les composantes mêmes de sa propre destruction, c'est-à-dire les groupes armés qui appuyaient le président mais qui s'apprêtaient quand même à le renverser si l'armée ne s'en était pas chargée la première.

Considérant la brutalité des méthodes employées et la rapidité avec laquelle fut supprimée la traditionnelle démocratie chilienne, le Canada a mis une hâte excessive à reconnaître la junte. En revanche, le gouvernement mit quelque temps à décider des mesures à prendre à l'égard des réfugiés. On dépêcha auprès de l'ambassade du Canada à Santiago des équipes d'examineurs qui, malgré leur connaissance très superficielle des complexités structurelles de la gauche chilienne, avaient pour mission de séparer les éléments «politiquement désirables» des «indésirables», au meilleur de leur connaissance.

On n'en a pas moins accordé le droit d'entrée au Canada à beaucoup de Chiliens et il en vient toujours; l'État les prend en mains à leur arrivée jusqu'à ce que les comités d'aide aux réfugiés, qui se sont rapidement constitués parmi les associations professionnelles et les universitaires, puissent s'en charger.

La crise chilienne a fait comprendre à nos hauts fonctionnaires et aux Canadiens en général que le sort du réfugié dans notre hémisphère est tout aussi angoissant pour les victimes et se recommande tout autant à notre hospitalité, à nos consciences, à la compréhension du gouvernement et du public que celui des victimes de crises antérieures, en Europe et en Afrique, qui nous ont amené des Hongrois, des Tchèques et des Asiatiques de l'Ouganda.

### **Contact avec le Venezuela**

Nous avons tiré du Venezuela des leçons d'un autre ordre. Nos pressants besoins de pétrole ainsi que de nouvelles propositions faites par le Venezuela au gouvernement canadien ont entraîné la visite d'un important ministre canadien à ce pays, ce qui lui a permis de se familiariser sur place avec un nouvel organisme d'État assez répandu en Amérique du Sud, la Société nationale du pétrole. A l'automne de 1973, M. Hugo Perez la Salvia, ancien ministre des Mines et des Hydrocarbures du Venezuela, avait précisé au gouvernement canadien que dans le cadre de négociations internationales au sujet des approvisionne-